

La « légitimité » de la Commission Migrations – Questions et propositions (AF)

Cette question, bien posée par Daniel dans son mail du 22.06 à propos de la co-organisation de l'UESCR, est récurrente. Il me semble utile de l'approfondir en cernant plus précisément à la fois sa vocation, son rôle et ses apports potentiels, non seulement au sein d'Attac mais aussi des mouvements sociaux. D'où certaines propositions à faire à la clé.

Que constate-t-on en matière de difficultés à lui reconnaître un intérêt ?

- Il y a d'abord la dialectique, pour certains l'opposition, entre « activités de terrain » et « lieu de réflexion sur l'orientation politique à prendre ». Au sein des mouvements sociaux (comme le CRID en ce qui concerne la préparation de l'UESCR), certains considèrent qu'ATTAC devrait se concentrer sur ses « fondamentaux » limités aux questions économiques et financières, voire climatiques (à la rigueur), délaissant la question migratoire aux « militants engagés sur le terrain à la base ». C'est aussi l'avis de quelques Attaciens, peu nombre heureusement. Cette vision est réductrice et mécanique en ce qu'elle présuppose qu'il existe des domaines réservés de compétences qui se complètent mais s'excluent en matière de légitimité.

A cela on doit répondre que Attac n'a pas de vocation limitée à un champ en particulier, que ses militants sur la question migratoire sont tous engagés sur le terrain, et que son rôle est justement de contribuer à jeter les bases d'une société altermondialiste qui croise toutes les dimensions de la vie sociale, économique, écologique, genrée, etc. Car la question migratoire est au centre, au carrefour, au croisement de toutes ces dimensions. Elle porte en elle un projet de société qui les mettent toutes en mouvement.

- Il y a aussi la coupure Paris/province. Elle est essentiellement logistique (les réunions mensuelles de la commission à Paris rassemblent surtout des franciliens) et non sociologique (tous ses membres sont investis sur le terrain dans des collectifs et ils ne se distinguent pas de ceux des comités locaux de province). Cette coupure rend techniquement difficiles certains dialogues, réduits à des échanges sur nos listes internet. Elle est gênante mais ce n'est pas une opposition (de points de vue) ni une fracture (du type instance/base). Et on voit bien lors des CNCL, UE, EGM... que les réflexions convergent sur les mêmes problématiques de débats et de propositions : dépasser le « local » souvent trop isolé et « l'aspect strictement humanitaire » certes essentiel pour rechercher la massification des forces (rôle que remplissent les EGM) et la progression sur une réflexion politique plus géostratégique, proposant un contenu au projet altermondialiste en matière migratoire et pas seulement une dénonciation de ce qui est inacceptable aujourd'hui.

Daniel énonce trois raisons d'être de la commission migrations :

- « *La première chose et la plus importante, c'est que, de très nombreux comités locaux ou militant.e.s d'Attac étant investi.e.s sur le terrain, la commission n'a de sens que si elle arrive à tisser des liens entre ces actions et réflexions locales* »
- « *En second lieu, la commission propose des initiatives à caractère national pertinentes par rapport à l'actualité* »
- « *En troisième lieu, la commission produit des documents, des outils de mobilisation et/ou des analyses de fond* ».

Pour ma part, allant dans le même sens, je les préciserais et compléteraient volontiers comme suit :

a) Vocation et rôles de la commission qui n'a aucun rôle dirigeant mais est un lieu d'échange, rencontre, propositions :

- faire lien entre les comités (infos à croiser, outils de mobilisation) et leur apporter une aide si besoin (animation),
- massifier les forces au plan national (manif, présence aux événements nationaux, proposition de campagnes) et être un relai pour les initiatives locales qui en ont besoin (infos à diffuser)
- contribuer à l'élaboration d'une autre politique migratoire dans une société altermondialiste à créer (propositions de textes, rédaction de CP, participation au CS, animation de séminaires internes à Attac, sessions de formation ouverte, contributions aux Universités d'été)
- travailler en réseau et sous forme coopérative avec d'autres associations sur des problématiques croisées (migrations climatiques avec 4D, questions juridiques avec Cimade et Gisti, aspects géostratégiques avec Migreurop, données démographiques avec l'Institut Migrations en cours de création, aspects ALE, etc)
- diversifier les outils de communication et de sensibilisation (photos, vidéos, BD...), en coopération avec les comités locaux et les savoirs faire des militants

b) Propositions pour une mise en œuvre mieux maîtrisée :

- Outre l'UESCR qui est un coup (plus ou moins) parti, l'organisation du **séminaire de débats internes en sept/oct** serait à privilégier. Enjeu : élaboration de réponse politique solide au projet « migrations et soc. altermondialiste »
- Proposition de **campagne lancée par Attac** : elle est possible, sans l'écarter avec l'argument récurrent d'un manque de moyens. Ce pourrait être une campagne de post'it à coller partout, qui prendrait à revers les images mentales xénophobes, à l'image des slogans vus à la Marche Solidaire Vintimille-Londres par Paris (termes à discuter)
- **Le blog** porté à bout de bras par Danièle reste un outil crucial, il nous faudrait mieux en alléger les tâches, peut-être aussi en se répartir les responsabilités de suivis thématiques pour mieux capter les infos utiles à diffuser

Reste à éclaircir la question clé bien formulée par Daniel comme suit: « l'actualité doit amener Attac à s'interroger sur les raisons profondes qui font que la question migratoire est venue au cœur du débat politique » (j'ai des réponses !!!)